



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

15 juillet 2015

Enquête réalisée par PluriConseil du 6 au 9 juillet 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Les leçons grecques

Par Eric NG PING CHEUN

Maurice n'est pas dans la même situation que la Grèce. Il serait inimaginable que notre pays puisse un jour connaître un sort similaire même si demain notre secteur offshore enregistre une décroissance fulgurante. Reste qu'on ne traite pas à la légère une activité qui a un poids conséquent dans l'économie. Le traitement politique de la crise grecque aurait dû inspirer notre gouvernement.

On a vu avec quelle ténacité le Premier ministre de la Grèce a négocié avec ses partenaires européens. Le dos au mur, il a défendu les intérêts de son pays contre vents et marées. Malgré la faillite de l'économie grecque, il n'a pas cédé à tous les diktats des principaux bailleurs de fonds.

Première leçon pour Maurice : un ministre de la République est avant tout un négociateur lorsqu'il s'agit de conclure un accord avec un pays étranger. Un accord se situe quelque part entre tout ou rien. Il n'y a pas d'accord si c'est à prendre ou à laisser. Dire qu'on n'a pas de choix de faire autrement, c'est s'aligner sur toutes les exigences de l'autre partie. Ce n'est pas une question d'une petite île face à un géant économique. Maurice est bien un pays souverain.

La souveraineté, Alexis Tsipras sait l'exercer. Il a demandé l'avis de son peuple sur les propositions des créanciers par voie de référendum. Certes, il a ensuite fait beaucoup de concessions pour éviter la sortie de la zone euro. Mais tout se déroule dans la transparence. C'est un exemple de bonne gouvernance.

Deuxième leçon pour Maurice : lorsqu'un gouvernement va au-devant d'un « *game changer* », d'un changement de règles du jeu, il est inconcevable qu'il garde secrètement toutes les informations pour éviter des débats publics. L'enjeu est si grand, et l'impact sur l'économie si important, que ceux concernés doivent être en mesure d'en discuter et de proposer des alternatives. C'est le propre d'une démocratie participative que chacun contribue par ses idées à l'enrichissement d'une décision qui engage son avenir économique.

Devant l'annonce de changements à l'accord de non double imposition fiscale entre l'Inde et Maurice, des opérateurs disent attendre de voir les détails avant de les commenter. Pauvres gens qui préfèrent être mis devant le fait accompli pour réagir dans le vide ! C'est la meilleure façon de ne frustrer personne. Ainsi est « le dialogue public-privé ».

Quand ce sont toujours les mêmes personnes qui s'expriment ouvertement en public, on comprend que les médias ne reviennent pas souvent sur le sujet. A bien voir, la presse mauricienne ne fait pas grand cas de ce que peut arriver à

notre secteur offshore. Pourtant, le nouveau traité fiscal entre l'Inde et Maurice risque d'avoir des répercussions bien plus sérieuses que l'écroulement du groupe BAI. Mais l'actualité offshore n'intéresse pas la masse, elle est trop compliquée à comprendre, elle ne fait pas bouillir la marmite politique, et donc elle ne fait pas vendre les journaux.

Le drame à Maurice, c'est que la population aime trop la politique et n'est pas suffisamment sensibilisée à l'économie et à la finance. C'est pourquoi les enjeux économiques sont systématiquement politisés : vous avez économiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaire. Qu'un ancien ministre des Finances apporte un éclairage sur l'offshore, et voilà que ses opposants trouvent « un axe Sithanen-Bérenger » ! L'argumentation économique ne compte pas.

Les Grecs, eux, se concentrent sur leur économie. Ils soupèsent l'impact potentiel de chaque point de négociation sur la vie économique du pays. Ils agissent par anticipation. Ils n'avancent pas les yeux fermés.

Troisième leçon pour Maurice : on ne signe pas un traité bilatéral pour laisser ce que l'avenir dira. Il convient au préalable d'évaluer, voire de quantifier, ce qu'un accord apportera de positif et de négatif au pays. Gouverner, c'est prévoir. Il faut toujours faire une analyse coûts-avantages.

Dans tous les cas de figure, un nouveau traité indo-mauricien ne peut pas être meilleur que celui existant. Les sociétés de gestion et les banques internationales seront affectées par tout changement au statu quo. Une contraction du secteur offshore entraînera des licenciements, et il sera encore plus difficile aux jeunes diplômés de trouver un emploi. Les effets indirects seront multiples : les restaurants accuseront une baisse de fréquentation, les bureaux perdront des locataires, le transporteur national aura un taux de remplissage réduit, et les taxis travailleront moins.

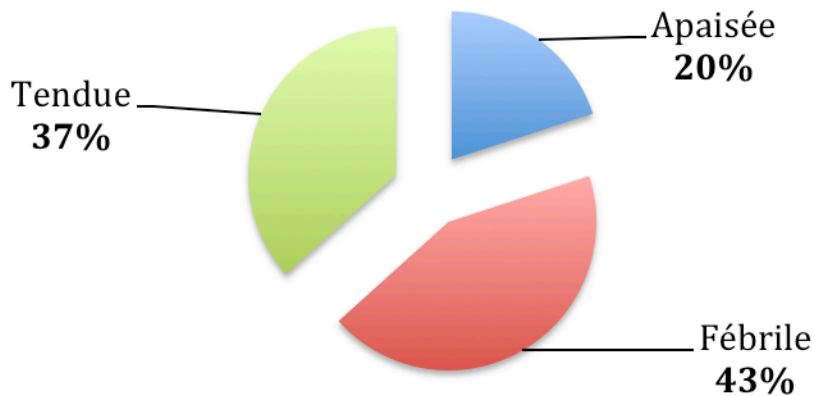
Qu'une société de gestion offshore se soit beaucoup enrichie ne justifie pas que soit mis en péril tout un secteur de l'économie. Celle-ci n'ira pas bien loin avec un populisme qui consiste à citer des milliards pour obtenir le soutien de la population. Depuis quand est-ce un crime de réaliser de gros profits dans ce pays ? Une mauvaise leçon que Maurice ne doit pas retenir de la Grèce, c'est l'infantilisme anti-capitaliste qui antagonise l'esprit entrepreneurial. Ce qui ressort justement de la gestion de l'affaire Bramer/BAI, c'est cette culture hellène de la dépendance à l'égard de l'Etat.

Il faut certes diversifier les marchés des services offshore. Mais personne n'a dit que la diversification devrait se faire avec la disparition des marchés traditionnels. S'opère toujours une transition au cours de laquelle on tire les leçons de l'expérience.

(www.pluriconseil.com)

1) Comment envisagez-vous la situation politique dans les mois à venir ?

La situation politique dans les mois à venir

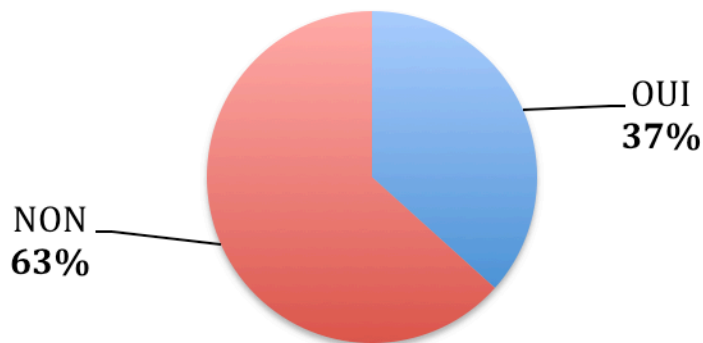


Pas d'apaisement politique

Après la démission de Pravind Jugnauth de son poste ministériel, qui a suivi l'écrasante victoire municipale de l'alliance gouvernementale, quatre analystes sur cinq craignent que la situation politique reste fébrile, sinon tendue, dans les mois à venir. Alors que l'économie a besoin d'un apaisement politique pour avancer, tel ne semble pas être le cas. L'île Maurice souffre d'un « *major leadership issue* », d'autant que la question de « *who is going to be the next Prime Minister will be high on the agenda of the ruling party* ». Pourtant, le pays vit « une situation sans précédent avec une opposition très affaiblie et un gouvernement trop fort ».

2) Selon vous, l'économie va-t-il monopoliser les énergies du gouvernement dans les mois à venir ?

L'économie va-t-il monopoliser les énergies du gouvernement ?



L'économie reléguée à l'arrière-plan

Pour 63% de sondés, le gouvernement ne va pas se concentrer totalement sur l'économie dans les mois à venir. Car la « crise politique » va perdurer, « *it looks like politics has the priority at the moment* », et « *it seems that too much energy is being spent on politicking* ». En matière de gestion économique, un analyste voit davantage de « *big damage control and cleaning of mess* » que des avancements constructifs. Tout compte fait, « *Mauritius needs a government that can take bold decisions to carve out a way for the next 10 years* ».

3) Comment voyez-vous l'investissement privé au second semestre de 2015 ?

Forte relance	0%
Faible reprise	50%
Stagnation / Recul	50%

Pas de forte relance de l'investissement privé

Statistics Mauritius prévoit un recul de 0,1% de l'investissement privé en 2015 après une baisse réelle de 8,4% en 2014. Aucun analyste ne s'attend à une forte relance de celui-ci au second semestre de l'année. Il peut y avoir une faible reprise selon un répondant sur deux. Il est significatif que 50% des sondés pensent que l'investissement privé va, au mieux, stagner. Il n'y a « presque plus de consultations entre secteurs public et privé » ni de « réforme structurelle en profondeur », et « *we are still unclear on how to treat foreign investors* ». Le secteur privé est surendetté, et dans le secteur de la construction, « *banks are much more selective asking promoters for more guarantees than ever* ».

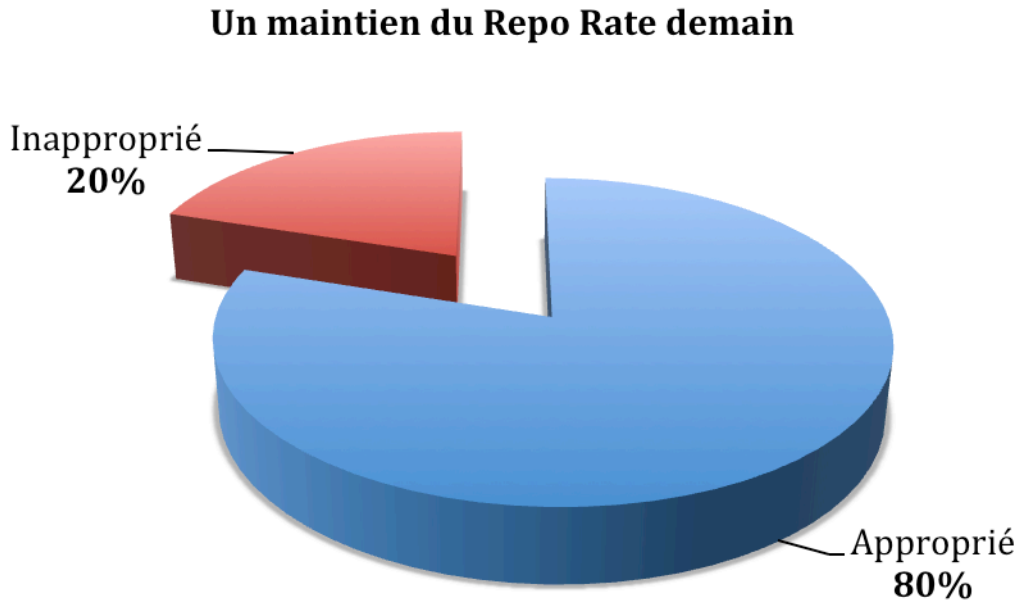
4) Quelle est votre prévision du taux de croissance économique pour l'année 2015-2016 ?

En dessous de 4,0%	57%
4,0% à 4,4%	43%
4,5% à 4,9%	0%
5,0% à monter	0%

La croissance peine à remonter

Statistics Mauritius prévoit une croissance économique de 3,8% en 2015 alors que le ministère des Finances vise un taux de 5,3% pour 2015-2016. Cet objectif ne sera pas atteint, puisque tous les spécialistes interrogés anticipent une croissance inférieure à 4,5% pour cette nouvelle année fiscale. Selon la majorité d'entre eux, le taux sera en dessous de 4,0%. La remontée du chômage et l'endettement des ménages et des entreprises font que la consommation devrait rester lente. Des incertitudes planent sur le secteur financier avec le nouveau traité fiscal indo-mauricien. Et puis, « *the disruptions caused by the BAI Group's collapse have yet to be quantified* ».

5) Un maintien du Repo Rate lors du prochain comité monétaire sera pour vous une décision....

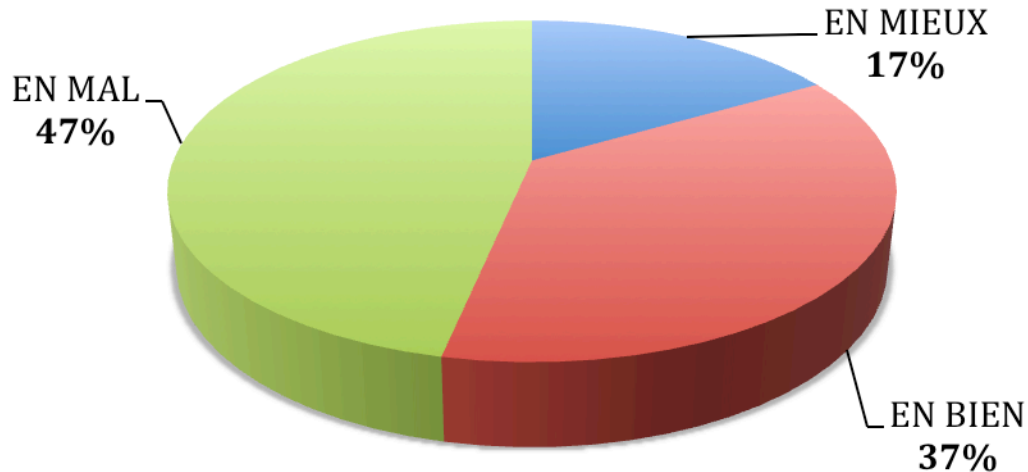


Maintenir le taux directeur est approprié

Le comité de politique monétaire se réunira demain. Selon toute probabilité, le taux repo demeurera inchangé. Pour quatre analystes sur cinq, ce sera une décision appropriée. S'il n'y a pas lieu de relever le taux directeur, en revanche des analystes pensent qu'il y a matière à le baisser. L'un d'eux trouve que « *inflation is too low with deflation risks increasing, which is not consistent with anyone wanting to accelerate investment and debt restructuring* ». Pour un banquier, « *interest rates should go down by 25 basis points as an incentive to boost investment* ».

6) Selon vous, comment évoluera la situation du secteur offshore dans les années à venir ?

Le secteur offshore dans les années à venir



Le secteur offshore devient vulnérable

Jusqu'à tout récemment, il était encore impensable que le secteur offshore mauricien évoluerait en mal dans les années à venir. Mais 47% des sondés le pensent maintenant. Ils sont anxieux des répercussions que pourraient avoir l'accord signé entre Maurice et l'Inde par rapport au traité de non double imposition fiscale. Si l'amendement de l'article 13 du traité s'avère défavorable à la juridiction mauricienne, « *we will see a further exodus of private and listed equity investors who chose Mauritius only for zero capital gains tax* ». Cela aurait un impact négatif sur « 30% à 40% du business offshore, un désastre pour le pays ». Et « les difficultés à diversifier suffisamment vers d'autres destinations rendent le secteur extrêmement vulnérable ».

7) A quand estimez-vous sera prête la première « smart city » ?

Avant 2018	23%
En 2018	27%
Après 2018	50%

La première ville intelligente après 2018

La première ville intelligente ne sortira pas des terres en 2017, estiment 77% des personnes interrogées. Il faudra même attendre plus de trois ans, selon un analyste sur deux. Un économiste se demande si le concept de « smart city » n'est pas un « *revisited Integrated Resorts Scheme* ». Des opérateurs, identifiés comme des promoteurs de ville intelligente, avouent qu'ils ont appris l'adoption de ce concept par le gouvernement seulement à l'occasion de la lecture du discours budgétaire. Prendront-ils le risque d'être criblés de dettes lorsque leur projet aura terminé ?

8) Selon vous, le gouvernement actuel fera-t-il une réforme globale des pensions ?

Grande réforme	7%
Petite réforme	57%
Pas de réforme	37%

Une petite réforme vaut mieux que l'inaction

Une réforme globale des pensions sera initiée sous le présent gouvernement, croient savoir la majorité des répondants, même si c'est « *a very sensitive issue* ». Cependant, 57% pensent que ce sera une petite réforme, car beaucoup de gens sont jaloux de leurs « droits acquis ». Elle sera mise en œuvre sous la pression du Fonds monétaire international sans qu'il y ait de big-bang. L'inaction n'est pas une option, car le coût financier sera autant élevé que le coût politique à terme. Le plus tôt on commence la réforme, le mieux on avance graduellement.

Enquête réalisée par PluriConseil du 6 au 9 juillet 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, 11128, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.